

24/Set/85



## I. La rencontre de deux cultures

Fernand Baudrel, cet esprit lucide qui a creusé le sens de l'histoire profonde des peuples de la Méditerranée et, de ce fait, a rejoint la nouveauté des peuples de toute la planète, a dit une fois:

"l'Histoire change parce que les questions qu'on lui pose changent."

Une telle affirmation m'amène à réfléchir aujourd'hui avec vous des termes bien différents de ceux que j'ai utilisés quand au lendemain des événements électoraux de 1981 j'ai écrit dans "O Jornal" à propos de votre pays un article auquel j'ai donné le titre de "A integridade da esperança", ou lorsqu'en 1983, j'ai participé au programme "Matinales" de France-Culture et j'y ai livré, pendant une semaine, mes réflexions sur les exigences du développement en tant qu'acte culturel.

Aujourd'hui j'en parle d'une autre longueur d'ou les parcours de nos deux pays pendant les dernières années m'apparaissant avec une étonnante ressemblance. Je concède que cette ressemblance n'est pas évidente au premier abord: La différence de niveau de vie, de situation sociale et économique, de PNB est frappante. Et pourtant j'ai parfois l'impression que chacun de nos pays est obligé de passer par les mêmes endroits, quoiqu'à des moments différents. Les mêmes questions se posent. Nos destins se croisent obligatoirement.

### 1. Les commerce entre les hommes

Ce croisement se fait tout d'abord à travers les hommes et les femmes qui relie l'un à l'autre nos deux pays.



s'appelle en portugais "amor perfeito" et en français "pensée"? (Je pourrais comparer toutes les éventuelles aventures des relations franco-portugaises à travers de cette seule référence ...)

Notre grand philosophe, le poète Fernando Pessoa, a ces lignes qui, à mon avis, disent tout sur la pensée portugaise: "Penser une fleur c'est la voir et la sentir".

Cette réciprocité est loin encore d'avoir une expression institutionnalisée. Malgré l'accord culturel entre les 2 pays, le P. est bien absent de la vie culturelle française, à l'exception cette année des événements autour du centenaire de Pessoa. Pas encore de place de choix dans la TV.

Mais aurait-on fêté tous les grands noms de la culture portugaise et l'on serait encore loin des nouvelles questions.

Qu'y a-t-il de nouveau donc?

J'ai parlé de la culture cultivée. La culture populaire elle passe ailleurs. Elle est là, dans ce million d'hommes, et femmes et d'enfants, partis de leurs villages, souvent les plus pauvres, sans qualification professionnelle, parfois même sans aucune scolarité. Avec leur présence en France et leurs vacances bien régulières au P. une autre circulation culturelle s'établit. C'est un mouvement souterrain, invisible pour ceux qui ne regardent que les hauts. Mais qui touchent les deux pays.

Les immigrants portugais en France (qui peuvent être comptés parmi ceux qui viennent le mais régulièrement au Portugal) ont changé déjà la géographie humaine de l'intérieur du P., dans le Nord et le Centre du pays. Partis les moins qualifiés, les moins alphabétisés, comme les mais pauvres, ils reviennent au village natal comme les mais riches d'aujourd'hui. La structure sociale du village change; la hiérarchie humaine s'y trouve. Il n'y a qu'à parcourir ce pays pendant l'été pour se rendre compte, lors de la grande fête annuelle de chaque village, du rôle joué par les immigrants.





Leur retour commence à prendre forme, même s'il comporte des déchirements, car la 2ème génération, malheureusement contribuant pour la formation du Quart Monde en France, désire y rester.

Le retour de ceux qui ont passé plusieurs années au P. peut être un élément positif de la cohésion nationale et du dynamisme du développement. Mais pour que cela devienne possible, nos services publics doivent se rendre plus efficaces, bureaucratiques, plus intéressés à ces agents privilégiés du développement local.

Si les travailleurs portugais ne trouvent pas en France le ressourcement au niveau des idées comme le fait l'élite intellectuelle, ils y retrouvent la dignité d'être reconnus comme bons travailleurs; il s'agit d'une affirmation de leur personnalité qui est décisive pour toute leur vie.

Mais le retour suppose aussi des changements dans l'agencement territorial et administratif portugais qui s'avèrent indispensables. Si je tiens comme un des piliers de ma candidature à la PR l'exigence constitutionnelle de la régionalisation, c'est non seulement à cause des assymétries et inégalités existantes mais aussi pour rendre cette nation capable d'accueillir ses fils et ses filles que des circonstances historiques et personnelles conduiront au retour à la patrie.

Implicite dans mon attitude est le respect à l'égard des décisions de la France, en tant qu'Etat souverain. Une fois exclues des mesures unilatérales et injustes de renvoi pur et simple des travailleurs étrangers (la France comme d'autres pays européens ne pourrait pas s'en passer), c'est évident que la France a le droit de choisir le modèle de développement qui lui convient. La reconversion industrielle en cours est légitime, si, en même temps, sont protégés les droits des travailleurs étrangers, en l'occurrence, portugais.

De même, l'Etat souverain peut et, en certains cas, doit résister à la pression illégale d'autres Etats exercée à travers "l'invasion" d'immigrés en situation de clandestinité. (Comparaison avec "l'occupation" du territoire portugais).

Ces réflexions m'amènent aux questions qui me préoccupent le plus, dans la perspective qui est la mienne face au développement. Si le développement est la capacité pour chaque société de faire face à sa propre évolution historique, ce lien et ce commerce de personnes devrait nécessairement nous amener à réfléchir ensemble au développement de nos pays.

La question soulevée par cette circulation de personnes est celle-ci:

- comment pouvons-nous enrichir nos sociétés par un biculturalisme qui nous rendra les uns et les autres plus européens et, par là, plus universels?

Comment rendre fécond ce biculturalisme?

La réponse à cette question ne va pas sans la réponse à une autre question:

- comment changer nos perspectives de telle sorte que les ressortissants portugais ne soient pas seulement l'objet d'accords de protection sociale mais aussi un groupe-cible du développement des ressources humaines que la solidarité de notre continent demande?

## Fundação Cuidar o Futuro

### 2. Les commerce des biens

Nos deux pays se croisent aussi par l'acuité de la crise structurale de l'économie mondiale: de son système monétaire, de ses échanges commerciaux, de son changement de type de production.

Bien sûr, la France est un pays riche qui, au besoin, pourrait devenir auto-suffisant du point de vue des biens essentiels. Ce n'est pas le cas du P., loin de là.

Les deux pays ont depuis longtemps les instruments d'une économie planifiée. Cependant, tandis qu'au P. il n'y a aucun Plan depuis 11 ans, en France c'est l'action sectorielle du Plan qui est en question. Qu'est-ce que je veux dire?

D'un côté, le Plan doit devenir de plus en plus un cadre auquel participent les populations locales, les de travailleurs et les représentants des intérêts économiques.



La situation de la France est . Le Plan existe, mais comme l'a reconnu le Président Mitterrand, ce Plan n'a pas prévu l'évolution de la production et de la demande: la chute vertigineuse de la demande concernant l'acier.

Ce qui pose, d'emblée, même dans un pays ayant les instruments techniques repuis, le problème de la nature du Plan et de la correction intégrée de ses objectifs.

Si, en quelques sorte, la faillite des prévisions, a amené l'espoir du néo-libéralisme économique, il faut se méfier d'une solution qui ferait table rase d'un acquis fondamental: le social et l'économique comme intrinsèquement liés, les lois de la concurrence faisant appel à un autre pouvoir.

Les problèmes de l'économie portugaise ne sont pas des changements de dogmes théoriques. Ce dont nous avons besoin c'est d'un système qui fonctionne c'est que les normes soient appliquées, c'est d'un cadre de référence qui encourage le risque de l'investissement.

Avec l'adhésion du Portugal au Marché Comum ce besoin ne devient que plus pressant. La PAC pose de graves problèmes à l'agriculture portugaise.

Les dirigeants portugais qui ont negocié l'adhésion ont oublié de faire, en même temps, les prévisions nécessaires au secteur agricole où se concentre encore au Portugal plus de 30 de la population.

Il est dans l'interêt de la France que le Portugal réussisse à restructurer son agriculture. Autrement, le Portugal sera à charge de la CEE. Personne n'en sortira bénéficiaire.

En reconnaissant que, dans deux ou trois domaines, les deux pays sont concurrents, n'y-a-t-il pas de possibilités d'envisager un travail

Est-ce qu'il n'y a pas lieu d'un travail en comum entre nos économistes et nos sociologues?

Le problème économique de fond de nos pays est tout d'abord l'orientation de la production - que devons-nous produire?

que pouvons-nous produire?

Fundação Cuidar o Futuro





Ce n'est qu'en réponse à ces questions que peuvent se poser à la fois le problème de l'investissement et celui de l'emploi:

Je tiens à préciser les repères qui me guident tout au long de ces questions en ce qui concerne le P.

L'orientation de la production au P. ne peut pas ne pas tenir en ligne de compte des facteurs essentiels:

- d'abord il peut exister encore une forte demande interne en biens essentiels; il s'agit de la stimuler;
- deuxièmement, des retards éventuels dans certains domaines n'ont pas à être rattrapés par les mêmes voies; à chaque, secteur d'activité correspond aujourd'hui une étape et une activité post-industrielles où des nouvelles technologies jouent un rôle décisif et où est exigé un nouveau type de gestion.

L'investissement au P. a une structure naturelle à fait qu'il s'agisse d'entrepreneurs à capital portugais ou qu'il s'agisse d'entrepreneurs à capital étranger. L'activité des uns et des autres est codifiée dans la loi. Cependant nous vérifions qu'il y a le déclin de l'investissement, le vieillissement de l'équipement, la paralysie de beaucoup de secteurs.

La pratique des subventions de l'Etat a, depuis plusieurs décennies, mis la production portugaise en disfonction nette. L'attribution de crédits est devenue de plus en plus alléatoire. L'équipement industriel vieillit. Nous pourrions en parler en termes strictement financiers mais ce qui est en cause c'est le véritable moteur de l'économie: la confiance qui découle de normes reconnues, discutées et acceptées. Un grand industriel portugais me disait récemment: "je n'ai pas de problèmes avec le type de normes économiques; la seule chose dont j'ai besoin c'est de connaître, sans ambiguïté, les règles du jeu".

Nous voilà, de nouveau, dans le domaine privilégié du Plan. Il faut remarquer, cependant, que le Plan ne peut pas aujourd'hui être réduit à un chiffre global d'accroissement de la production. Les transformations technologiques, le déplacement de l'axe économique mondial de l'Atlantique vers le Pacifique, amènent à considérer, en soi, chaque secteur d'activité. Que deviendra-t-il? Quelle est



sa possible re-conversion? Quels sont les créneaux du marché mondial qui lui sont ouvertes?

L'emploi - dans ce creux entre la société industrielle et la société post-industrielle - exige des mesures qui tiennent à la fois de l'une et de l'autre. Il faut que les hommes et les femmes trouvent le travail qui assure, la dignité de la vie. Mais il faut que l'emploi ait du sens - à la fois personnel et collectif. Des activités socialement inutiles se créent sans cesse, surtout dans des pays comme le mien, tandis que des activités socialement utiles, nécessaires et urgentes restent paralysées.

L'intuition qui a présidé, dans le gouvernement Fabius, à la création des TUC mérite d'être repensée dans un contexte plus large: il y a des travaux d'utilité collective dont il faut tenir compte pour que s'améliore la vie sociale.

La situation économique au P. est, à ce moment de son histoire, étroitement liée à sa véritable indépendance nationale. Ce ne sera pas sûrement la France qui nous aura gré de lutter de nos forces pour une indépendance qui, à notre époque, déborde le cadre de l'intégrité territoriale. L'ancien ministre des Affaires Etrangères de la France, M. Jean-François Poncet, le disait récemment:

"un pays ne s'endette pas sans aliéner une partie de sa liberté; il ne vit pas à crédit sans entamer son crédit; il ne dévalue par sa monnaie sans se dévaluer lui-même".

## II. Deux démocraties à la recherche d'un projet

### 1. "Mobilization"/démocratie participative

Dans nos pays, à des périodes très rapprochées, nous faisons l'expérience du phénomène que le coup d'Etat ou le vote-contre ne sont pas nécessairement synonymes d'une mobilization nouvelle.

Nous nous affrontons à la capacité de mobilization du peuple tout entier.

Au P. nous avons eu, d'un côté, ceux qui "attendaient" la démocratie comme on attend la terre promise, qui étaient capable d'en parler, avec des observateurs étrangers, de la jeune démocratie portugaise ou qui considéraient que nous faisons l'apprentissage de la démocratie. De l'autre côté, il y avait ceux pour qui la démocratie portait un projet, pour qui l'établissement des institutions démocratiques n'avait pas de sens sans des buts, sans un contenu.

Pour les premiers, le projet venait d'ailleurs - il suffisait de copier un modèle étranger qui aurait réussi, la Suède du début du siècle, la France, l'Allemagne de l'après-guerre. Il s'agit de ceux qui continuent de dire que l'adhésion du P. à la CEE est la "suprême réforme structurale".

Pour les autres, il s'agissait d'un projet ouvert, d'un projet en devenir, mais il n'y a pas eu l'effort de codification indispensable pour distinguer buts et moyens, repères et allées. On a surtout été incapable de rationaliser et de théoriser la pratique dont l'on était partie prenante.

Mais ce projet ouvert s'est graduellement fermé;

- dans la population en général il y avait le besoin de sécurisation dans un projet délimité - aujourd'hui ce besoin de sécurisation fonctionne de telle façon que les plus démunis s'adressent à n'importe quel dirigeant politique, en réclamant la réponse à leurs besoins criants;
- dans la classe politique le projet ouvert, sans fixation idéologique, a été envisagé comme une utopie.

Nous avons ainsi passé à côté de la question majeure: celle de la participation de tous dans l'entreprise commune.

Nous nous sommes rendus compte que les slogans scandés lors des premières années après le 25 Avril étaient vides d'un projet.

N'est-ce pas un peu le même ce qui s'est passé en France ces 4 dernières années? Le rejet des protagonistes politiques n'allait pas de pair avec une conscience collective nette sur les buts à poursuivre.



Le vote contre n'a pas été un vote pour un projet bien défini. C'est l'alternance au lieu de l'alternative.

La question qui est posée à nos pays est celle-ci: comment faire en sorte que les gens désirent participer? quels mécanismes établir pour que cette participation circule entre le local et le national, entre le sectoriel et le global?

Pour ma part, ce que je vois c'est l'importance de plus en plus forte des partenaires sociaux. C'est dans l'expression d'Alain Touraine, "le retour de l'acteur". C'est à dire, il nous faut une précision d'analyse pour délimiter les enjeux et pour découvrir les nouveaux acteurs qui s'y reconnaissent et sans lesquels les enjeux n'ont pas d'issue.

## 2. Dépassement des idéologies

Antagonisme/confrontation/dialéctique.

Venue d'une longue période de monisme culturel et politique la société se veut plurielle, mais les idéologies la figent dans la bi-polarisation qui empêche le dialogue, crée l'impasse, arrête le progrès.

La bi-polarisation devient la caricature d'une société plurielle.

Elle est liée au concept majorité/opposition. Au P. majorité devient facilement "situation", avec ses état-majors, ses népotismes, ses clientèles, sa conspiration du silence et de la corruption.

Dépassement des divisions gauche/droite. Nées d'histoires distinctes, elles ne rendent plus compte de la totalité de la question sociale et politique d'aujourd'hui.

Lors de la fondation de la V République personne n'aurait pensé en France qu'à l'aube de l'année 1986 nous deux pays seraient affrontés à la même question d'interprétation constitutionnelle: quels sont les pouvoirs du PR dans un régime semi-présidentieliste?

La pratique inaugurée par le Général de Gaulle en France a été celle d'un immense pouvoir dans les mains du Chef d'Etat, unique dans les pays occidentaux. S'agit-il pour autant, en France, d'un pouvoir dictatorial? Nullement Maurice Duverger le dit clairement:

"Si le chef de l'Etat n'en a point abusé jusqu'ici, c'est par l'effet de sa modération personnelle et du pluralisme de la société".



La France envisage la possibilité qu'il y ait un Chef d'Etat élu par une majorité qui ne correspond pas à celle du Parlement. On en parle presque chaque jour. On est pour ou contre la cohabitation.

Ce qui en découle est le rôle modérateur du Président de la République, sa compétence constitutionnelle d'avoir le dernier mot sur le fonctionnement des institutions démocratiques, ses prérogatives concernant la nomination de hauts fonctionnaires du corps diplomatique et des forces armées ainsi que du Gouvernement.

C'est "la séparation des pouvoirs d'un type nouveau" qui peut émerger en France.

La situation est-elle symétrique au P.?

En regardant de près la vie politique portugaise pendant les 5ème dernières années, on a plutôt la conviction que la cohabitation est peu vivable... Il y a une explication à une instabilité.

Nous venons de l'autre bout de l'expérience. Comme d'autres républiques semi-présidentialistes européennes - l'Autriche, l'Islande - notre Constitution donne au PR plus de pouvoirs que la Constitution Française. Mais la nouvelle expérience de la démocratie a, en fait, conduit à une pratique où le PR s'est trouvé démuné de ses prérogatives face au jeu des partis politiques. Si, d'un côté, les partis politiques ont, comme nous le disons en portugais, partidarisé la vie politique, de l'autre, c'est important que les partis aient pu mesurer leur capacité de prise réelle sur les problèmes du pays.

Fait important à souligner c'est que l'instabilité n'a pas découlé des rapports entre les 2 pouvoirs mais c'est à l'intérieur de 2 majorités fortes (d'abord l'AD, ensuite le bloc central) que les institutions se sont affondrées, après avoir vécu des périodes de vie artificielle, de presque totale paralysie.

(Quels fantasmes hantent ces hommes politiques? Quelles forces les retiennent et les empêchent d'agir? Pourquoi l'immense décalage entre la décision qui s'impose et sa mise-en-acte? Pourquoi l'ajournement de la volonté politique? )

En 1986 nos pays feront le chemin d'une autre distribution des pouvoirs. Pour ma part, je les vois, dans mon pays, de façon nette. Il revient aux partis politiques le rôle de gérer les choses publiques selon les résultats des élections législatives. Il revient au PR - l'actuelle campagne législative ne fait que l'accentuer - d'établir les grands repères constitutionnels dont l'application est indispensable pour que le pays se développe, les portugais voient leurs besoins essentiels satisfaits, les assymétries régionales disparaissent, le pays instaure des relations internationales diversifiées.

Le PR du Portugal en 1986 regardera avec intérêt la France. Nos destins se croiseront. Pour un autre avenir ensemble.

Nous serons ensemble bâtisseurs de l'Europe, non seulement d'un marché mais d'une Europe qui s'affirme dans le monde et retrouve son unité perdue.

Fundação Cuidar o Futuro

